

terroir officiel et terroir parallèle :
Boigny Kro, un village imaginé par l'aménageur
(Côte-d'Ivoire)

A.-M. PILLET-SCHWARTZ

*Laboratoire de sociologie et
géographie africaines - C.N.R.S.*

RÉSUMÉ

Un village imaginé par l'aménageur... Boigny Kro est en effet un village ivoirien créé de toutes pièces en 1971 par une Société d'Etat, l'ARSO-Autorité pour l'Aménagement de la Région du Sud-Ouest. Ses quelques 700 habitants sont repartis à zéro, sur des bases intégralement conçues par des technocrates pressés de mettre en valeur une région sous-peuplée, au sein de laquelle venait d'être créé — de toutes pièces également — un port, le port de San Pedro. Ils ont fait preuve d'une double audace en acceptant l'expérience :

Il est des mots qui n'ont pas bonne presse en Afrique tropicale : déguerpissement, transfert, regroupement... Ils rappellent la coercition de l'époque coloniale, le travail forcé, l'esclavage... En Côte-d'Ivoire, les anciens se souviennent encore. Certains planteurs européens de la région de Sassandra aussi. Le transfert dont il s'agit ici, n'a certes pas le caractère violent qu'il aurait eu alors. Les populations déplacées — ressortissantes de l'ethnie baoulé — sont des victimes du progrès, que l'Etat a voulu dédommager. Indemnités pour les plantations perdues, vivres gratuits pendant deux ans, construction de villages, défrichement et distribution de terres, animation : rien n'a été négligé. A l'origine, deux grandes opérations d'aménagement, distantes de quelque 400 km l'une de l'autre : l'opération AVB (Aménagement de la Vallée du Bandama) et l'opération ARSO (Aménagement de la Région du Sud-Ouest), la première centrée autour de la création d'un barrage, le barrage de Kossou, dans une région parmi les plus peuplées de Côte-d'Ivoire (densité de l'ordre de 30 hab./km²), la deuxième centrée autour de la création d'un port, le port de San Pedro, dans une région par contre sous-peuplée (densité de l'ordre de 1 hab./km²). Barrage et port sont inaugurés fin 1972. Parmi tous les problèmes humains qu'ils soulevèrent alors, l'un domine incontestablement tous les autres : celui des populations baoulé dont les villages ont été — ou vont être — engloutis par le lac artificiel de Kossou. Il faut en effet recaser au plus vite pas moins de 75.000 personnes.

Pour les aménageurs, la solution était simple : peupler la région de San Pedro, dont le vide risquait d'inquiéter les investisseurs, à l'aide de ces sinistrés. Dès juillet 1970, des délégués des localités concernées furent emmenés en reconnaissance dans le Sud-Ouest. Ils purent se rendre sur le site qui devait les accueillir : une forêt classée de 60.000 ha, la forêt de la Nonoua, située à mi-chemin entre San Pedro, la future Brasília de Côte-d'Ivoire, et — à 100 km de là — Sassandra, vieille ville coloniale décadente, espace retenu en raison de sa topographie qui le rend impropre aux grandes plantations industrielles. En avril 1971, les premiers pionniers arrivèrent : un peu moins de 800 personnes, 122 familles, que l'on installa immédiatement sur place, dans des logements de fortune, leur village n'étant pas encore construit. Ce village reçut le nom symbolique et rassurant de Boigny Kro (comme s'il était placé sous la protection toute spéciale du « Père de la Nation »). Trois autres furent créés à sa suite. La construction du dernier ne fut achevée qu'en 1976. Ils repourent à eux

accepté l'aventure ont une attitude déjà plus ambiguë. Désir de pouvoir, de richesse, d'une certaine autonomie. Certes, ils ne sont pas les premiers Baoulé à descendre vers le Sud, la forêt, le cacao. Ils sont actuellement plus de 20.000 dans la région du Sud-Ouest. A la différence de leurs frères qui migrent spontanément cependant, leur exil n'est pas synonyme de liberté. Bien au contraire. Loin de se perdre dans quelques « campements » isolés ou dans la neutralité d'un gros centre cosmopolite, ils sont, d'autant plus qu'ils sont peu nombreux, la proie d'une assistance et d'une célébrité rarement égalées en Côte-d'Ivoire. Ceux qui n'ont pas voulu venir et que l'AVB (on désigne ainsi l'Autorité pour l'Aménagement de la Vallée du Bandama, société d'Etat créée en 1969) s'est chargée de réinstaller sur place, suscitent, il est vrai, un peu la même attention, la même curiosité, mais sans connaître le même dépaysement (même milieu naturel et humain qu'avant — leur sous-groupe ethnique) et sans représenter pour les aménageurs la même nécessité, le même potentiel économique (on ne saurait plutôt que faire d'eux).

Voici donc quatre villages d'aspect identique, quatre communautés issues de la savane, installées dans une région pluvieuse (précipitations annuelles de l'ordre de 1.800 mm), au sein d'une forêt de type « intermédiaire » (intermédiaire entre la forêt sempervirente et la forêt semi-décidue), dense, sombre, inhospitalière. L'ARSO (on désigne ainsi l'Autorité pour l'Aménagement de la Région du Sud-Ouest, société d'Etat comme l'AVB, créée en 1969 également), pour la rendre plus accueillante peut-être, ne les a pas trop éloignées les unes des autres (dans un rayon tout de même d'une vingtaine de kilomètres, chacune ayant besoin, selon les spécialistes, d'un territoire de 6.000 ha) et a créé à proximité, en bordure de la piste Sassandra-San Pedro, une « base » qui leur sert de point de ralliement. Un infirmier, qui dispose d'un dispensaire beaucoup plus confortable que ceux que l'on a l'habitude de voir dans les sous-préfectures de la région, ainsi qu'un opérateur-radio y résident en permanence. L'ARSO maîtrise de cette façon parfaitement la situation, aussi bien les quatre villages-champignons que le milieu naturel répulsif.

C'est à Boigny Kro, le plus ancien des quatre, que j'ai enquêté pendant une dizaine de mois, de novembre 1975 à août 1976, avec l'accord du brain trust de l'ARSO. Les villageois ne m'auraient pas acceptée sans cet accord, tant est grande l'influence de la société sur ses protégés, tant est totale leur adhésion. Ils ont choisi une voie, ils entendent pour le moment la suivre à l'exclusion de toute autre. Ainsi ce vieux

la Banque Mondiale viendra demain visiter le village, que personne n'aille au champ —, d'autre part les incidents ou doléances — par exemple, des éléphants ont ravagé les plantations de Messieurs X et Y, que faire ?

Ces villageois sont aujourd'hui pratiquement maîtres sinon de leur avenir, du moins de leur quotidien. Comment vont-ils tirer partie de l'espace qu'on leur a organisé ? En d'autres termes, quels peuvent être les effets de leurs comportements sur le terroir qu'on leur a dessiné, « piqueté », aménagé en certains points, enfin distribué selon une rationalité technique sans faille, puisque sans ajustement nécessaire, le terrain pouvant être considéré comme vierge, si l'on ferme les yeux sur les quelques incursions de forestiers. D'habitude, dans un pays comme la Côte-d'Ivoire, ce type de problème se pose plutôt de façon inverse : en quel sens une action technocratique peut-elle infléchir l'évolution de structures et systèmes agricoles en place depuis des générations ? Le paysan, en effet, lorsqu'il est impliqué dans une opération d'aménagement quelconque, de type sectoriel ou intégré, l'est en principe sur un espace maîtrisé par lui avant tout autre, un espace qu'il est en général le seul à connaître intimement. Il subit au départ l'aménageur et le changement qu'il apporte, son action ne pouvant être, en un premier temps du moins, en fait que réaction. Boigny Kro, à cet égard, présente, comme ses trois homologues, une situation exceptionnelle. L'agriculteur baoulé y est doublement étranger : non seulement ce n'est pas lui qui a organisé cet espace, mais encore, celui-ci est-il d'une nature inconnue de lui, la Forêt (il ne laissera jamais ses fenêtres ouvertes la nuit). C'est aux spécialistes de l'ARSO qu'appartient au premier chef la connaissance du milieu naturel. Il est obligé de se faire leur complice en quelque sorte pour y pénétrer, pour le pénétrer. Comment, compte tenu de cette complicité, l'a-t-il jusqu'à présent appréhendé, personnellement, et dans sa relation avec ceux qui partagent son sort, avec sa nouvelle communauté villageoise ? Ses résultats sont-ils conformes aux objectifs de l'aménageur ? Sa logique répond-elle à la rationalité de celui-ci ?

LE TERROIR IMAGINÉ PAR L'ARSO

Boigny Kro a servi de terrain d'essai à l'ARSO, avec tout ce que cela implique d'avantages et d'inconvénients (plus grande sollicitude mais aussi expérience moindre des responsables). Le village lui-même fut construit sous les yeux des futurs occupants dans le courant de l'année 1971 sur une plate-forme de 30 ha nivelée au bulldozer. Il fut divisé selon un plan quadrangulaire en 140 lots de 750 à 900 m², sur chacun desquels fut bâtie une maison en parpaings et tôle ondulée dont la superficie est fonction non seulement de l'importance numérique de l'unité budgétaire mais aussi du rang social de celui qui en est le chef — de 43 à 80 m². Leur distribution fut assurée par l'ARSO, qui a réparti les habitants en trois gros quartiers correspondant à leurs villages d'origine : Koriakro, Loossou et Ya Sakassou Kansi. Chaque lot comprend en outre une cuisine extérieure de quelque 10 m² qui sert en fait dans tous les cas uniquement de remise. La plupart des familles ont ajouté elles-mêmes douchière et puits. Ces derniers n'ont pas été oubliés par l'ARSO, qui en a

l'école et ses annexes. Le cloisonnement entre les familles, déjà favorisé par l'étalement du village, qui comprend 4 km de voirie, en est renforcé. C'est un gros changement pour elles qui ont en principe toujours vécu dans des cases traditionnelles, serrées les unes contre les autres, sans angle droit...

Emprisonnant cette clairière, la forêt, qui dérobe aux yeux du profane un terroir de près de 6.000 ha. Ce terroir, l'ARSO semble l'avoir imaginé comme une revanche sur la topographie et la végétation des lieux. Les aménageurs en ont découpé le tiers en parcelles rectangulaires de 15 ha (de 750 sur 200 m environ), qu'ils ont réparties entre les habitants de façon autoritaire également. A la différence des lots construits, ceux-là sont cependant de taille standard. On a simplement favorisé les dignitaires (le chef du village, les chefs des quartiers, les responsables du Parti...), en leur octroyant les parcelles les plus proches du village. Certains planteurs ont, en effet, malgré la situation relativement centrale de celui-ci, quelque 5 km à parcourir pour atteindre la leur. Cet énorme bloc de 1.850 ha, à peine morcelé en trois ou quatre unités, correspondant plus ou moins aux quartiers, a été dessiné en fait relativement en retrait de la plate-forme villageoise — en raison, semble-t-il, de la nature du site : crêtes, dépressions, tracé de la piste Sassandra-San Pedro, etc. Les topographes, pédologues et géophysiciens mis à contribution ont suggéré en effet que, pour plus d'équité, chaque parcelle soit orientée perpendiculairement à une ligne de crête. Ainsi chaque attributaire dispose-t-il en principe de tous les types de sol pouvant exister le long des pentes dans cette région (socle granitique mammelonné) : des sols gravillonnaires ne convenant guère à une mise en valeur agricole sur les crêtes, des sols moyennement gravillonnaires, sur argiles tachetées, pouvant convenir au café en haut des pentes, des sols peu ou pas gravillonnaires, sableux à argilo-sableux, pouvant convenir au cacao en bas des pentes, des sols hydromorphes limoneux pouvant convenir au riz irrigué et aux cultures maraîchères dans les bas-fonds. Ce schéma est évidemment très théorique et approximatif. Chaque lopin possède en outre de cette façon une façade de 200 m (mesure de sa largeur) sur l'une des pistes, celles-ci suivant dans la mesure du possible les lignes de crêtes. Il a donc fallu, conséquence de cette tactique, créer un réseau de pas moins de 40 km de pistes et, autre conséquence, laisser autour du village un espace sauvage, une sorte de no man's land de 400 ha environ, qui va très vite prendre pour les villageois une signification particulière. En attendant, à chacun « sa forêt » de 15 ha, dont l'ARSO reconnaît que 40 % seulement peuvent être réellement rentables (en raison des marécages notamment). Ce n'est rien d'autre qu'une forêt en effet que l'on remet à chaque chef de famille au mois d'octobre 1972. Les 18 mois écoulés depuis leur arrivée n'ont permis que des aménagements sur papier. Sur le terrain on s'est contenté de délimiter à l'aide de deux piquets l'extrémité de chaque parcelle, celle par laquelle on y accède, les villageois étant sommés de commencer le défrichement et la mise en valeur par ce bout. Malgré la relative lenteur de leur progression, de nombreux litiges ne tardent pas à surgir entre propriétaires voisins. L'ARSO, pour y mettre bon ordre, envoie sur place à partir de 1974 des « boussoliers » chargés de layonner les limites, opération menée à un rythme très lent (sur plusieurs années). Dans les trois autres villages, elle a carrément assuré

Les aménageurs ont voulu y réaliser en effet une expérience qu'ils n'ont pas réitérée ailleurs : celle d'un bloc caféier d'environ 130 ha qui fut placé à l'Est du village et de la zone « lotie » qui vient d'être évoquée, en dépit de la présence d'un cours d'eau, la rivière Niniko. Ce bloc fut réparti entre les habitants, à raison de 1 ha par famille, à la fin de l'année 1972 également. Il s'est révélé très vite être une erreur. Outre le fait qu'il englobe toute une zone marécageuse dans laquelle

Boigny Kro, mais son rôle n'est pas coercitif. Il consiste surtout à aider les adhérents (1.250 F CFA/ha l'adhésion) à réaliser leur pépinière et à traiter leurs plantations de cacao contre les capsides et les chenilles. La société ne leur fournit pas d'engrais comme elle le fait ailleurs, car elle veut voir ce que vaut la terre... Elle leur vend par contre des pulvérisateurs à crédit et envoie deux ou trois fois par an un mécanicien pour les réparer. Elle dépêche également chaque année un pédo-

petit les premières au profit des secondes. Il est tenté en effet chaque année de superposer à son nouveau champ d'igname une nouvelle plantation de cacao ou de café, au risque de se trouver bientôt à la tête d'une exploitation trop vaste et pas toujours rentable d'ailleurs, puisqu'aux dires des spécialistes de l'IFCC (Institut Français du Café et du Cacao) cette association est plutôt néfaste aux cultures arbustives. Ainsi lorsqu'il possède une exploitation moyenne de 6 ha, il y a de fortes chances pour qu'il s'agisse en fait de 6 ha de café et/ou cacao (alors qu'au pays, il ne mettrait en valeur que 2 ou 3 ha et sans doute uniquement avec des cultures vivrières). Le planteur baoulé qui a immigré dans la forêt a incontestablement de prime abord un comportement d'homo economicus.

Et à Boigny Kro? Il est certain que le terroir, tel qu'il a été organisé par les aménageurs de l'ARSO, est propice au développement de ce système, avec, seul trait particulier, présomption plus ou moins dirigée pour le cacao. Mais attention, il n'y a que 2.000 ha qui ont été partagés entre les habitants. Il en reste normalement encore à peu près 4.000 dont, selon les spécialistes de l'ARSO, 2.000 cultivables. N'est-ce pas une porte ouverte sur mille autres formes d'exploitation? On a vu, il est vrai, le respect des villageois pour la souveraineté de l'ARSO sur leur terre, leur peu d'intérêt pour l'ancien bloc vivrier et pour un retour à ce type de champs. Pourquoi sortiraient-ils de la voie qu'on leur a tracée? Ils n'en sortent pas en effet. Ils passent toutes leurs journées dans « leurs forêts », dont la mise en valeur progresse à raison, en moyenne, de 1 ha par an d'igname et cacao associés. A la fin de l'année

entre autres : celui du défrichage (ils paient presque tous des tronçonneurs qui leur prennent jusqu'à 20.000 F CFA/ha), celui de l'entretien de leurs cacaoyers (très peu pratiquaient cette culture au pays, et encore de façon très extensive), celui des distances à parcourir... Tous sont d'accord pour dire qu'il y a beaucoup plus de travail ici qu'au pays. L'artisanat en pâtit : ils ont abandonné le métier de tisserand qu'ils étaient extrêmement nombreux à pratiquer. Ils n'ont pas cherché à recréer leurs habitudes, ils sont vraiment repartis à zéro.

Ils ont a priori le comportement de l'homo economicus évoqué ci-dessus : à l'instar des migrants spontanés, les Baoulé de Boigny Kro misent tout sur la culture du cacao (et secondairement du café) comme s'il s'agissait là de l'unique cause de leur déplacement. Ils cherchent dans cette optique à en faire toujours plus, sans compter ni sur l'espace (qu'ils osent occuper dans la mesure où les technocrates et les techniciens n'y sont pas passés), ni sur leur temps, ni sur leur argent (il est vrai que le versement des indemnités relatives à leur déguerpissement a duré jusqu'en 1976). On est confronté en somme à un phénomène banal de mutation : celle d'un paysan polyvalent quasiment hors du circuit monétaire en un planteur de cacao ambitieux qui a su saisir l'occasion et entend faire le maximum pour s'enrichir. Logique à la mesure de celle des aménageurs, même si elle emprunte quelques détours pour atteindre le « but », même et surtout si elle cherche à dépasser ce but. Logique d'individu ou de société homogène...

Or, la communauté villageoise de Boigny Kro n'est pas

rien de positif : conflit entre villageois, conflit avec les responsables de l'ARSO et de la SATMACI, impossibilité de tirer parti convenablement d'une exploitation trop vaste, structurée de deux manières totalement différentes... Mais l'on peut donner des faits une toute autre interprétation, voir au contraire dans le comportement des villageois, du moins de certains, une habileté, une capacité d'adaptation à toute épreuve. On les considérera dans cette optique comme des

stratèges efficaces, désireux de se concilier deux systèmes de valeur totalement opposés, d'assumer pleinement, de la façon la plus empirique qui soit, leur situation de charnière entre les deux mondes, l'ancien et le nouveau, des stratèges qui font montre d'une logique qui sert sans précipitation, sans panique, leurs intérêts, faisant converger l'instinct de survie de leurs ancêtres et l'esprit calculateur des technocrates.